

Contribution au plan alimentaire de territoire de Vitré Communauté

Nicolas Kerdraon & Nadège Le Floch

Diagnostic

L'industrie Agri-Agro : un pilier de l'économie du territoire

Commençons par rappeler quelques chiffres. Sur le territoire de Vitré Co, l'agroalimentaire c'est près de 5000 emplois.

Et l'agriculture représente :

- 1000 entreprises agricoles pour 1500 chefs d'entreprises agricole
- 236 salariés agricoles permanents
- 62555 ha de terres exploitées, dont
 - o 41% en prairie
 - o 29% en maïs
 - o 26% en céréales
 - o Légume : 0.1%
- 6 ha de serres
- 53% des exploitations du territoire sont des élevages bovins (41% pour les seules exploitations laitières), le reste se distribuant comme suit :
 - o Polyculture / poly élevage : 15%
 - o Grandes cultures : 14%
 - o L'élevage hors sol représente 11% (Porc 8%, volaille 3%)
 - o Ovins et autres herbivores : 4%
 - o Maraîchage : 3%
- 9% en agrobio (2017) et 11% en 2021 😊

On cerne immédiatement l'importance du secteur agricole pour notre territoire et tout particulièrement **le poids de l'élevage bovin, très majoritaire**.

Or ce système est en crise et va dans le mur

Un seul chiffre permet de cerner l'état de crise dans lequel se situe le monde agricole : malheureusement, **un agriculteur se suicide tous les deux jours en France**. Un taux supérieur de 20 à 30% au reste de la population. Face à cette situation, on peut rester dans le déni et renvoyer la faute sur les « écolos » qui n'ont jamais gouverné le pays et ont toujours été très minoritaires politiquement, aussi bien au niveau national qu'au niveau européen. Pire, « *la production laitière et l'élevage bovin sont les secteurs les plus touchés, avec une surmortalité par suicide de 52% chez les hommes, et certaines régions sont particulièrement représentées, comme la Bretagne ou les Pays de la Loire* ¹ ».

Sur le plan financier, avec 4,3 Md€ d'aides publiques par an, **l'élevage bovin demeure, de loin, l'activité agricole la plus subventionnée en France et pourtant...** La situation est particulièrement préoccupante en élevage allaitant, avec 20 % d'exploitations présentant en 2019 un résultat courant avant impôt négatif, contre environ 5 % en élevage laitier. Sans les aides, le ministère chargé de l'agriculture estime que 90 % des

¹ <https://www.francebleu.fr/infos/societe/le-suicide-des-agriculteurs-en-chiffres-1517491824>

exploitations allaitantes et 40 % des exploitations laitières seraient dans ce cas. Seules les subventions publiques permettent d'équilibrer les exploitations².

Or, selon la Mutualité sociale agricole (MSA), le revenu des agriculteurs était en 2016 en moyenne de 13.000 à 15.000 euros sur l'année. Et ce chiffre masque de flagrantes disparités. Ainsi sur l'année, **près de 20% des exploitants ont été en déficit et 30% ont gagné en moyenne moins de 350 euros par mois**, soit un tiers de Smic pour une personne aux 35 heures. En France, plus de 150.000 agriculteurs ont donc des revenus qui sont largement en-dessous du seuil de pauvreté, qui est de 846 euros par mois³.

De plus, **la population est vieillissante** : sur le territoire de Vitré Co, près de 400 départs en retraite ont été constatés entre 2017 et 2022 et 181 chefs d'exploitation avaient de plus de 60 ans en 2020.

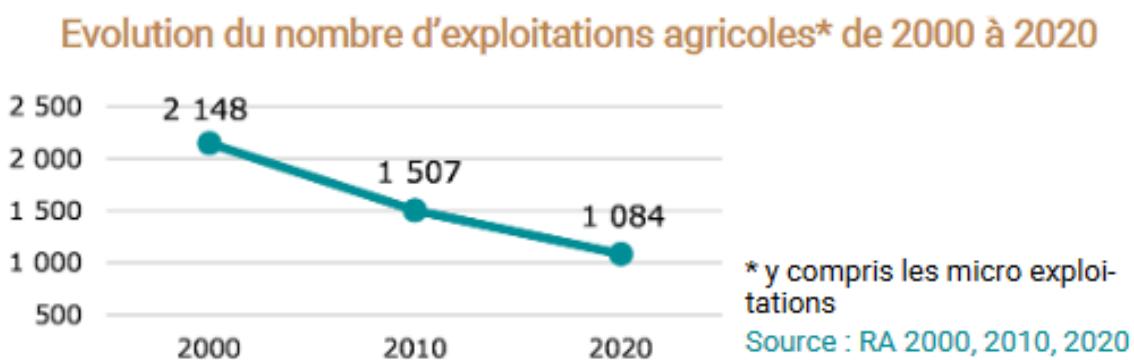
Or la cour des comptes alerte :

Peu rémunérateur, assorti de contraintes fortes et de conditions de travail pénibles, le métier d'éleveur suscite de moins en moins de vocations. La tendance à l'agrandissement observée ces dernières années augmente par ailleurs les coûts de reprise si bien que le renouvellement des générations en élevage bovin, est aujourd'hui incertain.⁴

En effet, **le monde agricole est victime d'un cercle vicieux entretenus par les grandes entreprises et la grande distribution**. Les agriculteurs sont ubérisés face à ces géants : à la tête d'une entreprise « indépendante », ils sont pourtant entièrement soumis aux choix et aux stratégies de ces monstres industriels et commerciaux, qui sont leurs fournisseurs, intermédiaires et clients. Ils sont donc dans une relation de sujétion (de « salarié ») non reconnues. Les trusts, qui sont des entreprises « normales » qui cherchent à augmenter leurs chiffres d'affaires et leurs marges, tirent donc sur les prix du kilo de viande ou du litre de lait, **poussant les agriculteurs à produire plus s'ils veulent dégager un revenu, ce qui les amènent à l'agrandissement, l'intensification et donc l'endettement, et ainsi de suite...**

Toujours sur Vitré Communauté, la SAU est en baisse : **nous avons perdu 500 ha de terres arables en 5 ans, du fait de l'artificialisation des sols** (63084 en 2016 contre 62555 en 2021). L'espace agricole représente aujourd'hui 71% de la surface de la communauté (contre 72% en 2016). Le Zéro Artificialisation Nette va freiner ce phénomène. Il n'est donc pas une contrainte mais une urgence.

Enfin, **le nombre d'exploitation est en baisse constante**, ce qui entraîne une intensification des systèmes (environ 42 ha/exploitation en 2010 contre 57 en 2021 sur Vitré Co) :



² <https://www.ccomptes.fr/system/files/2023-05/20230522-S2023-0466-Soutiens-publics-eleveurs-bovins.pdf>

³ https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/pourquoi-30-des-agriculteurs-gagnent-moins-de-350-euros-par-mois_AV-201710110174.html

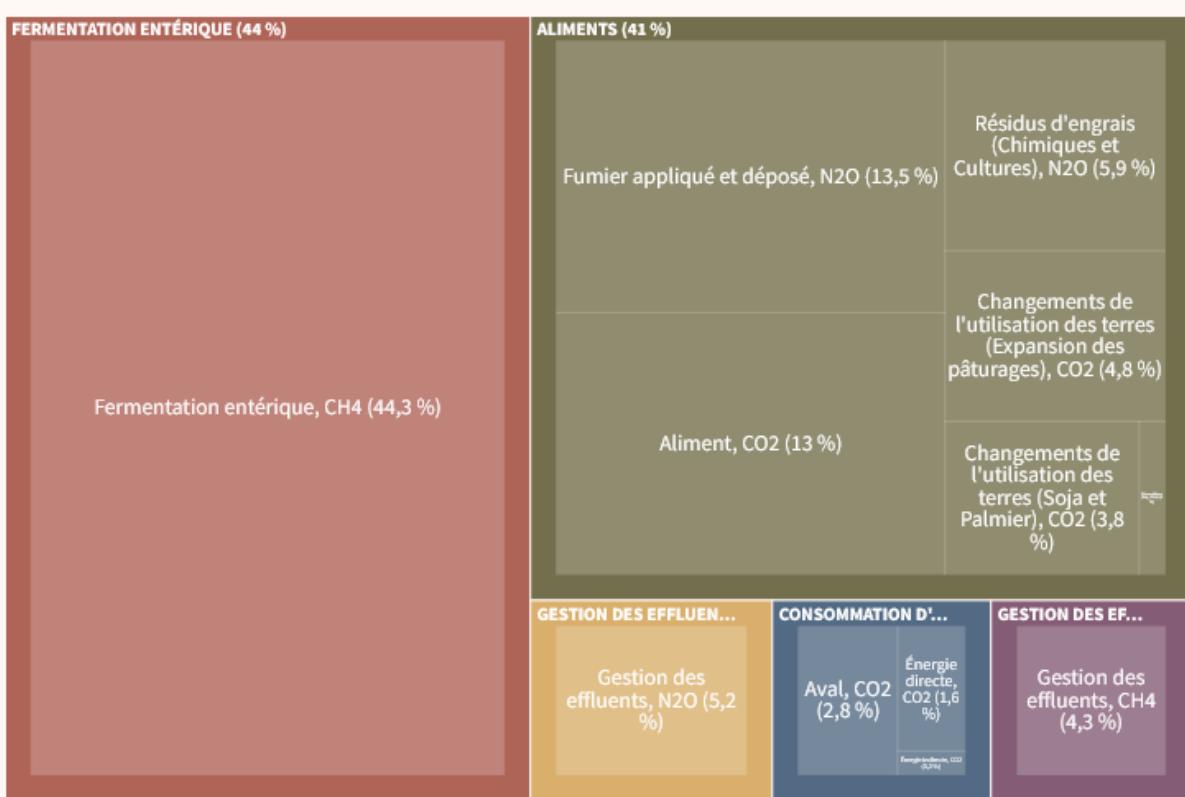
⁴ <https://www.ccomptes.fr/system/files/2023-05/20230522-S2023-0466-Soutiens-publics-eleveurs-bovins.pdf>

Un impact environnemental et sanitaire très lourd

Le secteur agricole est considéré comme le premier poste d'émission de GES dans la PCAET de Vitre Communauté (51%). Selon la littérature scientifique⁵, ces émissions viennent de la fermentation entérique (44 % des émissions mondiales de l'élevage), de l'alimentation animale (41 %) et de la gestion des effluents (10 %).

La fermentation entérique a lieu au sein du rumen des ruminants (bovins, ovins et caprins), lors de la transformation des aliments en nutriments. Elle produit du méthane (CH4), éructé par les animaux (des rôts et non des pets, comme le veut une légende tenace). Il est le principal GES émis par l'élevage, en étant responsable d'un tiers des émissions anthropogéniques de CH4. Réduire les émissions de méthane (toutes origines confondues) est l'une des priorités de l'UE, qui a adopté en octobre 2020 une stratégie méthane s'intégrant dans les objectifs mondiaux d'une réduction de 50 % d'ici 2050⁶.

Émission mondiale de l'élevage, par source et type de gaz (2010)



Source: FAO

Grâce à ce graphique, on peut voir que la méthanisation, si elle a le mérite d'apporter un revenu supplémentaire à l'agriculteur et de contribuer à réduire notre dépendance au gaz fossile étranger, n'est pas un facteur dans la réduction des émissions de GES agricoles puisque la méthanisation ne concerne que les effluents d'élevage, représentant ici un petit 5% des émissions de GES d'un élevage type. **La méthanisation à la ferme est intéressante mais elle est contreproductive si elle sert de caution morale à une**

⁵ <https://www.polytechnique-insights.com/dossiers/planete/climat-lelevage-peut-il-reduire-ses-emissions/comment-reduire-les-emissions-de-methane-dans-lelevage/>

⁶ ibid

intensification et à une **artificialisation** (hors-sol), bref, à une **industrialisation** de la production agricole des fermes concernées.

C'est la raison pour laquelle la cour des comptes a considéré récemment que le gouvernement français devrait « définir et rendre publique une stratégie de réduction » du nombre de vaches élevées en France pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, dans un rapport publié le lundi 22 mai 2023. La Cour observe que la baisse du cheptel a commencé (-10% en six ans), mais « cette diminution reste subie et ne fait pas l'objet d'un véritable pilotage par l'Etat, au détriment des exploitants ».

Le respect des engagements de la France en matière de réduction des émissions de méthane (souscrits dans l'accord international Global Methane Pledge) appelle nécessairement une réduction importante du cheptel⁷.

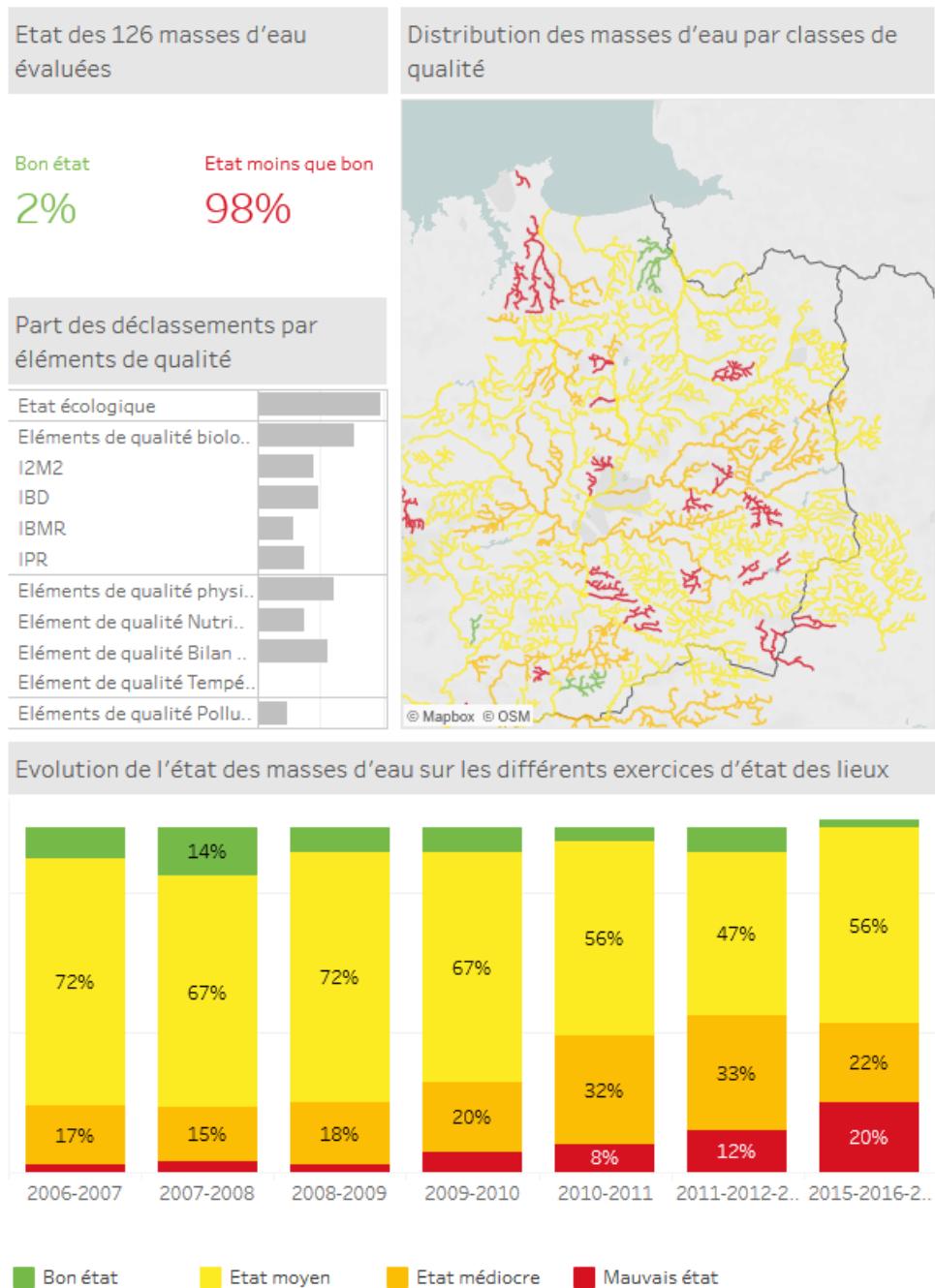
Réduire les émissions est indispensable mais le changement climatique est déjà une réalité et c'est, évidemment, un facteur à prendre en compte dans notre analyse. **Les cultures gourmandes en eau vont souffrir de plus en plus.**

Actuellement, 5 milliards de m³ d'eau sont prélevés chaque année en France pour les besoins de l'agriculture (voir fig. 1 pour la répartition globale). La part la plus importante (60 %) de l'eau prélevée est consacrée à l'irrigation. Cette consommation varie d'une année sur l'autre, en fonction des conditions météorologiques et du type de cultures à irriguer. Les différentes cultures sont en effet plus ou moins consommatrices d'eau. Il faut par exemple :

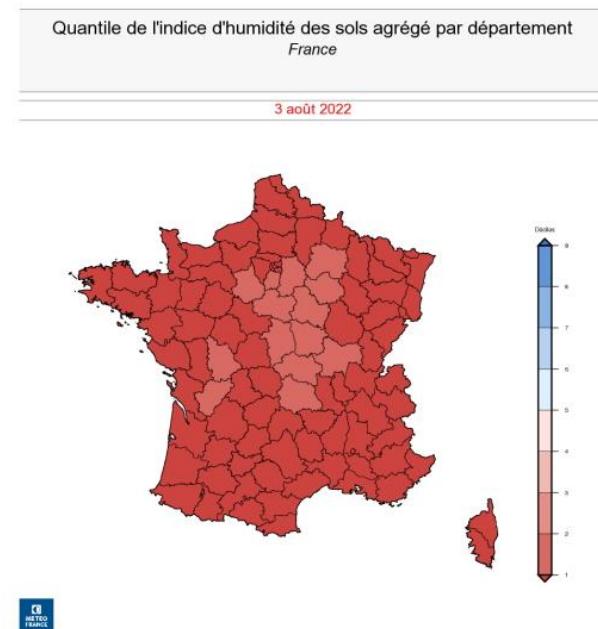
*25 litres d'eau pour produire 1 kg de salade,
100 litres d'eau pour produire 1 kg de pommes de terre,
400 litres d'eau pour produire 1 kg de maïs,
1 500 litres d'eau pour produire 1 kg de blé.*

Sur cette question de l'impact du « modèle breton » sur l'eau, inutile de s'étendre beaucoup. Pour l'Ille-et-Vilaine, une infographie suffit :

⁷ <https://www.ccomptes.fr/system/files/2023-05/20230522-S2023-0466-Soutiens-publics-eleveurs-bovins.pdf>



On voit donc que l'avenir n'est pas à la culture de céréales pour nourrir les bovins mais, au contraire, à des systèmes herbagers beaucoup plus sobres et résilients.



Certains syndicats agricoles balayaient les critiques des citoyens⁸ d'un revers de main au motif « qu'il faut bien nourrir 9 milliards d'êtres humains ». Ce qui est vrai, c'est le caractère précieux des terres agricoles, puisque seuls 33 millions de km² sont des terres arables sur terre, c'est-à-dire 6,4% de la surface du globe.

Pour les sols d'Europe, l'Agence européenne pour l'environnement (2015) identifie les principales menaces suivantes : l'érosion hydrique (25 % des surfaces) ; le morcellement des surfaces (30 % des surfaces) ; l'intensification de la production agricole ; l'artificialisation.

45 % des sols européens seraient « épuisés » : leur stock de matière organique étant très bas, l'activité biologique y est faible et donc le recyclage de la matière organique en matière minérale est également très réduit. L'acidification est donc due à des exportations sans restitution [...], mais elle est aussi causée par les apports externes que sont les pluies acides, certains engrains et les rejets atmosphériques urbains et industriels qui constituent les éléments de la pollution des sols⁹.

Le problème provient principalement de deux facteurs : le labour et les engrains chimiques.

Actuellement, quand ils ne sont pas lessivés dans nos cours d'eau où ils abîment les écosystèmes, les engrains chimiques, massivement utilisés en agriculture industrielle, changent le pH des sols et déséquilibrent la flore microbienne et toute la vie qui s'y trouve.

Donc, à court terme, ces engrains permettent aux plantes de bien pousser, vigoureusement et efficacement. Et, oui, ils sont efficaces sur le plan du rendement. Mais, à long terme, les sols perdent ce qui les rend fertiles, en commençant par leur contenu en matière carbonique. Bref, on rend les sols dépendants à ces engrains. Et on perd nos bonnes terres¹⁰.

L'érosion des sols qui est une réalité en pays de Vitré : il n'est pas inutile de rappeler que l'interdiction de baignade qui touche tous les ans ou presque, l'étang de Haute-Vilaine, est liée aux cyanobactéries, qui prolifèrent grâce au phosphore apporté par la terre résiduelle qui se déverse dans les rivières lorsque la pluie tombe sur un sol nu, après le labour, l'ensilage du maïs, etc.

⁸ Critiques pourtant légitimes compte-tenu du caractère sociétal de tous ces sujets et de l'évidence des constats qui sont rappelés ici.

⁹ <https://planet-vie.ens.fr/thematiques/écologie/gestion-de-l-environnement-pollution/la-degradation-des-sols-en-france-et-dans>

¹⁰ <https://www.lapresse.ca/affaires/2019-08-17/les-engrains-chimiques-et-la-disparition-de-nos-sols>

En France, 60% des sols sont frappés d'érosion. Actuellement, **nous perdons en moyenne quarante tonnes de sol par hectare et par an**. Or, plus les sols se stérilisent, et plus il faut d'engrais chimiques pour arriver à en tirer quelque chose...

Et pour couronner ce tableau relativement sombre, il faut aussi évoquer l'impact sanitaire non négligeable à ce modèle agricole.

L'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture est à l'origine de nombreuses maladies chroniques, dont de nombreux cancer mais aussi Parkinson et Alzheimer^{11 12}. Maladie dont les premières victimes sont les agriculteurs eux-mêmes : « le suivi de 180 000 éleveurs et cultivateurs dénombrent une proportion accrue de lymphomes, leucémies ou cancers de la prostate, notamment chez ceux exposés aux pesticides. ¹³ »

Par ailleurs, en 2015, le CIRC (Centre International de Recherche sur le Cancer) a classé la viande rouge cancérogène probable.

Si on se pose la question de manière un peu brutale, on peut légitimement se demander **à quel moment des « ingénieurs agronomes » se sont dit que cela pouvait être une bonne idée de répandre des produits chimiques toxiques (herbicides, fongicides, insecticides, pesticides...) sur des aliments**. A priori, ce n'était pas une bonne idée...

Propositions

Changeons ! Remplaçons le chimique par l'organique !

Compte-tenu de son importance, concentrons notre énergie et nos moyens sur l'élevage bovin qui est ultra majoritaire en pays de Vitré (ce document ne traite pas de la nécessaire diversification de l'agriculture du territoire, notamment par le développement d'une filière de maraîchage en circuit court, faute de temps pour une proposition plus complète).

La proposition peut se résumer ainsi : « **sortir de l'élevage hors sol et ramener les vaches à l'herbe** ».

« Elevage hors sol » peut paraître exagéré lorsqu'on parle d'élevage bovin car peu de fermes sont réellement hors- sol, entièrement robotisées et dont les vaches sont enfermées en permanences dans des fermes usines. Peu, mais ces élevages sont aussi les plus intensifs, les plus gros et les plus polluants.

Néanmoins, l'élevage « conventionnel » a lui aussi un caractère hors-sol, en lien avec ce qui est écrit ci-dessus à propos de l'appauvrissement et du lessivage des sols, de la proportion d'aliments importés (soja) ou ne faisant pas parti du régime alimentaire normale d'un ruminant (maïs) qui plus est, cultivés sur des sols ressemblants de plus en plus à des substrats morts sur lesquels on importe tous les nutriments. En effet, **notre sol contient aujourd'hui un taux de matière organique de l'ordre de 1 à 2%, contre 4% il y a cinquante ans**. Nous cultivons donc, de plus en plus, des plantes malades sur un sol épuisé par les labours et les produits chimiques par apport extérieur d'intrants.

Si on ajoute à cette disparition de le flore (champignons notamment) et de la faune (micro-organismes, vers, insectes...) de la surface de nos sols agricoles, le changement climatique, on peut anticiper une baisse, voire un effondrement des rendements dans les prochaines années.

Enfin ajoutons **l'inflation qui est un autre facteur conduisant à militer pour une sortie du modèle à base de maïs** pour le secteur bovin. En effet, qui dit maïs dit soja pour équilibrer la ration de l'animal. Soja OGM (beurk) provenant presqu'exclusivement d'Amérique du Sud, et qui est donc une source très importante de

¹¹ <https://www.ouest-france.fr/economie/agriculture/agriculture-une-etude-confirme-le-lien-entre-cancer-et-pesticides-6638682>

¹² https://www.sciencesetavenir.fr/sante/cerveau-et-psy/maladie-de-parkinson-les-pesticides-menacent-agriculteurs-et-riverains_122936

¹³ https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/11/27/cancer-une-etude-de-grande-ampleur-confirme-les-risques-encourus-par-les-agriculteurs-francais_6061356_3244.html

déforestation. D'un point de vue écologique, c'est dramatique. D'un point de vue financier pour les producteurs, cela risque fort d'augmenter également car les rendements s'effondrent (Argentine en 2023).

Avec l'envolée du coût des énergies, des matière premières dont le soja et des intrants chimiques (engrais et pesticides), il est utopique de croire que ce modèle intensif, au sein duquel les agriculteurs peinent déjà à boucler les fins de mois, dispose d'un avenir radieux. On peut même douter qu'il ait un avenir tout court.

Il est donc urgent, pour le bien de notre agriculture et notre sécurité alimentaire, mais aussi pour le bien de nos sols, de notre eau, de la biodiversité et pour maintenir un climat vivable, de remplacer ce modèle chimique par un modèle « organique » ou « biologique ».

Il faut donc redonner de la vie à nos terres agricoles et pour cela aller vers une agriculture qui respectent la vie et l'équilibre biochimiques des sols, c'est-à-dire vers une agriculture biologique, la seule qui soit durable car sans micro-organisme, sans matière organique, sans vers de terre, sans insectes donc sans polliniseurs, il n'y a pas d'agriculture qui tienne et il n'y a pas d'alimentation saine.

Et vous savez quoi ? **L'élevage bovin est probablement le secteur agricole où cette mutation est la plus simple.** C'est notre chance ! Basculer un élevage vers un système herbager représente 80% du chemin qui mène à une agriculture « bio » qu'elle soit labellisée ou pas. **Ramener les herbivores à l'herbe !** Cela sonne comme une évidence !

Par rapport à un système industriel chimique et hors sol, **cela représente une perte de rendement mais en rarement une perte de revenu** car les dépenses sont également très nettement réduites comme nous l'avons vu (moins d'énergie, très peu d'intrants, etc.). Par ailleurs, les systèmes herbagers extensifs ont une **meilleure résilience** face aux fortes chaleurs et aux longues périodes sans eaux qui vont se généraliser malheureusement. Il faut donc :

- Réduire les labours au minimum
- Replanter des haies, pour la biodiversité, pour alimenter les sols en humus et pour le cycle de l'eau
- Sortir de la culture du maïs, plante tropicale trop gourmande en eau et provoquant des émissions de GES très importantes chez les ruminants, du fait d'une fermentation entérique beaucoup plus importantes que lorsque les ruminants... ruminent de l'herbe.
- Maintenir les sols couverts pour stocker le carbone donc passer à des prairies permanentes
- Cesser toute utilisation de produits chimiques qui nous empoisonnent et au premier chef, les producteurs eux-mêmes
- Organiser le foncier de sorte que les bovins puissent passer sur les prairies sans les « ratisser », donc avoir des rotations rapides, ce qui nécessite un foncier unifié à proximité de la ferme. Sujet complexe mais sur lequel il faut avancer dès maintenant.

Avec des systèmes extensifs à l'herbe, la séquestration de carbone dans les prairies compense au moins une partie et parfois la totalité des émissions de GES d'un élevage bovin (par réduction des émissions et stockage dans les prairies, surtout si l'herbe reste à une hauteur supérieure à 10cm¹⁴.

« De plus, l'élevage à l'herbe multiplie au moins par deux la teneur du lait et de la viande, en omega 3, en CLA et autres constituants bénéfiques. ¹⁵ »

...et entrons dans un cercle vertueux d'économie circulaire

Les systèmes herbager sont donc à généraliser sur le territoire du pays de Vitré, pour tous les élevages bovins, car cela permettra d'atteindre tous nos objectifs :

- **Maintien d'une agriculture dynamique** sur le territoire malgré le changement climatique et en luttant contre la disparition des fermes

¹⁴ https://www.depecheveterinaire.com/elevage-extensif-a-l-herbe-des-atouts-sous-estimes_679C4E853869A667.html

¹⁵ ibid

- **Améliorer le revenu des producteurs**, par la baisse des dépenses et l'amélioration continue de la qualité, en allant vers des labels rémunérateurs, voire à terme, la labérisation du territoire.
- **Redonner de la fierté aux agriculteurs** et de l'attractivité au métier, en redonnant de l'autonomie donc de la liberté.
- **Réduire fortement et rapidement notre empreinte carbone, et nos pollutions diffuses** (eaux, sols, airs), donc renouer un lien apaisé et respectueux avec la population non agricole
- Avancer sur le chemin de **la qualité plutôt que celui de la quantité** qui n'est qu'une fuite en avant compte tenu de ce qu'on a dit plus haut.

Pour la cour des comptes, la baisse du cheptel (consécutive à une telle évolution car on ne peut pratiquer le système herbager avec la même quantité d'animaux que dans un élevage hors sol intensif) n'entamerait pas la « souveraineté » de la France en matière de viande rouge à condition que les consommateurs suivent les recommandations des autorités de santé de ne pas en manger plus de 500 grammes par semaine (seuil actuellement dépassé par 28% des adultes).

Pour réussir cette transformation, les agriculteurs doivent être soutenus financièrement plus et mieux qu'aujourd'hui par la communauté. Des aides à l'hectare sont à envisager, sous condition d'un contrat d'évolution signé par les deux parties. **Ce sont les périodes de transitions qui sont difficiles à passer** : une fois le système stabilisé dans un modèle soutenable, les aides peuvent baisser puisque l'exploitation est viable. Le programme expérimental « bleu blanc cœur » est une petite étape dans la bonne direction mais il faut aller beaucoup plus loin, beaucoup plus fort. En prenant par exemple, sur les aides versées aux grosses entreprises, déjà florissantes, à qui la communauté verse des sommes parfois indécentes pour agrandir ou installer une usine. **Une participation du syndicat d'adduction d'eau potable est nécessaire** car il serait l'un des grands gagnant d'un tel système par l'amélioration de la qualité de l'eau et une meilleure préservation de la ressource.

L'idée générale consisterait à soutenir financièrement l'évolution volontaire des producteurs, et non pas agir par la contrainte. Les contraintes sont déjà là (sécheresse, réchauffement climatique, crise économique agricole, manque de reconnaissance, etc.). Les cultivateurs et cultivatrices du territoire sont prêt.e.s à évoluer ! Ils évoluent déjà puisque la part des fermes bio augmentent tous les ans.

D'ailleurs, la Cour des comptes, composée de dangereux écologistes extrémistes, recommande au ministère de « mieux accompagner les éleveurs les plus en difficulté » afin qu'ils puissent « **se réorienter vers d'autres systèmes de production** ».

La qualité retrouvée des produits (lait et viande) issus d'une telle agriculture nous permettrait d'envisager et de soutenir le développement de PME de transformation (fromages, glaces, etc.) locales et donc de raccourcir les circuits alimentaires des citoyens du territoire. **Cela permettrait notamment d'alimenter en produits de haute qualité et locaux, nos cantines scolaires et nos marchés** mais aussi tout le tissu commercial plus conventionnel de petite, moyenne et même grande surface.

Qu'est-ce qu'on attend ?